RCS : ROMANS
Code greffe : 2602

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ROMANS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 00033
Numéro SIREN : 817 581 333
Nom ou dénomination : ABC INVEST

Ce dépôt a été enregistré le 28/03/2019 sous le numéro de dépôt A2019/001515

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE ROMANS SUR ISERE

A2019/001515

771379

Dénomination : **ABC INVEST**

Adresse : **829 Route de Monerit 26800 PORTES-LES-VALENCE**

N° de gestion : **2016B00033**

N° d'identification : **817581333**

N° de dépôt : **A2019/001515**

Date du dépôt : **28/03/2019**

Pièce : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 26/11/2018 AGE

TRIBUNAL DE COMMERCE DE ROMANS (DROME)

771379

ABC INVEST
Société par actions simplifiée au capital de 2 000 euros
Siège social : 829, route de Monerit
26800 PORTES-LES-VALENCE
817 581 333 RCS ROMANS

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 26 NOVEMBRE 2018

L'an deux mille dix-huit,
Et le vingt-six novembre, à dix-huit heures,

Les associés de la société **ABC INVEST**, société par actions simplifiée au capital de 2 000 euros, divisé en 200 actions de 10 euros chacune, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de ROMANS sous le numéro 817 581 333, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège social à PORTES-LES-VALENCE (26800) – 829, route de Monerit, sur convocation du Président.

Il a été établi une feuille de présence qui a été signée par les associés présents entrant en séance.

L'assemblée est présidée par Monsieur Vincent RIMET en sa qualité de Président de la Société.

Il résulte de la feuille de présence certifiée sincère et véritable par le Président que les associés présents ou représentés possèdent deux cents actions sur les deux cents actions composant le capital social.

En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement.

L'assemblée générale constate que la société SORGEC AUDIT, Commissaire aux comptes, régulièrement convoquée, est absente et excusée.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des actionnaires :

- La feuille de présence à l'assemblée,
- La copie des lettres de convocation,
- Le rapport du Président,
- Les statuts de la Société,
- Le texte des résolutions proposées.

Puis, le Président déclare que tous les documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition des associés, au siège social, dans les délais légaux et réglementaires.

L'assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Agrément et approbation d'apports en nature consentis à la Société,
- Augmentation du capital social de 2 000 euros par apport en nature,
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président donne lecture du rapport du rapport de son rapport et de l'exposé des motifs des projets de résolutions présentés.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte et se tenir à la disposition des membres de l'assemblée pour donner à ceux qui le désireraient tous renseignements et éclaircissements nécessaires.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance :

(i) Du rapport du Président ;

(ii) Du contrat d'apport conclu en date à VALENCE du 7 septembre 2018 aux termes duquel Monsieur Vincent RIMET fait apport à la Société de :

- La pleine propriété de MILLE CINQ CENT (1 500) actions, d'UN EURO (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées, qu'il détient dans le capital social de la Société FB2i, société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros, dont le siège social est situé à MONTBOUCHER-SUR-JABRON (26740) – La Minoterie – Quartier Gondilhac, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de ROMANS sous le numéro 791 023 732,

  Ledit apport évalué à la somme de CENT QUATRE-VINGT-ONZE MILLE HUIT CENT SOIXANTE-DEUX EUROS (191 862 €),

- La pleine propriété de DEUX CENT (200) parts sociales, de DIX EUROS (10 €) de valeur nominale chacune, numérotées de 401 à 600, entièrement libérées, qu'il détient dans le capital social de la Société DV2F, société à responsabilité limitée au capital de 6 000 euros, dont le siège social est situé à VALENCE (26000) – 3, rue Charles Cros – Plateau de Lautagne, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de ROMANS sous le numéro 528 476 575,

  Ledit apport évalué à la somme de CENT TRENTE-CINQ MILLE NEUF CENT CINQUANTE-TROIS EUROS (135 953 €),

  Soit un apport global de TROIS CENT VINGT-SEPT MILLE HUIT CENT QUINZE EUROS (327 815 €) ;

(iii) Du rapport du cabinet BMA, représentée par Monsieur Pierre BONNET, Commissaire aux apports désigné par décision unanime des associés en date du 12 décembre 2017 ;

Déclare agréer ces apports et approuver l'évaluation et la rémunération qui en a été faite.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale prend acte que l'agrément de la Société, comme nouvel associé des société FB2i et DV2F dont les titres sont apportés, résulte des décisions de l'assemblée générale extraordinaire desdites sociétés en date, respectivement, du 14 septembre 2018.

En conséquence, elle déclare approuver dans toutes ses dispositions le contrat d'apport visé à la résolution qui précède et décide, à titre de rémunération des apports approuvés dans ladite résolution, d'augmenter le capital social de la Société de DEUX MILLE EUROS (2 000 €) par voie d'émission de DEUX CENT (200) actions nouvelles, de DIX EUROS (10 €) chacune de valeur nominale, entièrement libérées.

Le capital social est ainsi porté de DEUX MILLE EUROS (2000 €) à QUATRE MILLE EUROS (4 000 €), divisé en QUATRE CENT (400) actions de DIX EUROS (10 €) chacune, entièrement libérées.

Les DEUX CENT (200) actions nouvelles sont attribuées à Monsieur Vincent RIMET en rémunération de son apport.

Les actions nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter à compter du jour de la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

La différence entre la valeur globale de l'ensemble des titres apportés (327 815 euros) et la valeur nominale des actions nouvelles émises en rémunération (2 000 euros), soit TROIS CENT VINGT-CINQ MILLE HUIT CENT QUINZE EUROS (325 815 €), sera inscrite au passif du bilan de la Société à un compte « *prime d'apport* » sur lequel porteront les droits des actionnaires, anciens et nouveaux, et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'assemblée générale. Les titres anciens et les nouveaux titres auront les mêmes droits sur cette prime d'apport.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale constate, par suite de l'adoption des résolutions qui précèdent, que l'augmentation de capital qui en résulte est définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, décide de modifier comme il suit les articles 7 et 8 des statuts :

« ARTICLE 7 – Apports - Il est ajouté à la fin de cet article le paragraphe suivant :

Aux termes d'une délibération de l'assemblé générale extraordinaire en date du 26 novembre 2018, le capital social a été augmenté d'une somme de DEUX MILLE EUROS (2 000 €) par voie d'apport effectués en nature et évalués à la somme globale de 327 815 euros aux termes d'un contrat d'apport en date à VALENCE du 7 septembre 2018. En contrepartie de cet apport, il a été attribué à l'apporteur 200 actions nouvelles, en pleine propriété, de 10 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, émises à titre d'augmentation de capital. »

« ARTICLE 8 – Capital social - Cet article est abrogé et remplacé par le texte suivant :

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE MILLE EUROS (4 000 €).
Il est divisé en QUATRE CENT (400) actions de DIX EUROS (10 €) chacune, toutes de même rang et intégralement libérées. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

ooo

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les Président.

CERTIFIÉ CONFORME
PAR LE
REPRÉSENTANT
LÉGAL

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT
VALENCE 1
Le 06/12/2018 Dossier 2018 00063657, référence 2604P01 2018 A 04216
Enregistrement : 375 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Trois cent soixante-quinze Euros
Montant reçu : Trois cent soixante-quinze Euros
Le Contrôleur principal des finances publiques

Brigitte HUBERT
Contrôleur Principal des Finances Publiques

A2019/001515

771376

Dénomination : **ABC INVEST**

Adresse : **829 Route de Monerit 26800 PORTES-LES-VALENCE**

N° de gestion : **2016B00033**

N° d'identification : **817581333**

N° de dépôt : **A2019/001515**

Date du dépôt : **28/03/2019**

Pièce : Rapport du commissaire aux apports du 13/11/2018 RAAP

TRIBUNAL DE COMMERCE DE ROMANS (DROME)

771376

ASSOCIÉS

Pierre Bonnet
Maître en droit des affaires
Expert près la Cour d'appel de Lyon
Expert près la Cour Administrative d'appel de Lyon
Expert-comptable
Commissaire aux comptes

Nicolas Truchot
Expert près la Cour d'appel de Lyon
Expert-comptable
Commissaire aux comptes

Pascal Blondeau
Expert près la Cour d'appel de Lyon
Expert-comptable
Commissaire aux comptes

FONDATEURS

Michel Bruyas
Expert honoraire Cour d'appel de Lyon et Cour de Cassation

Jean-Luc Moncorgé
Expert près la Cour d'appel de Lyon agréé par la Cour de Cassation
Expert près la Cour Administrative d'appel de Lyon
Expert-comptable
Commissaire aux comptes

ABC INVEST

Société par Actions Simplifiée au capital de 2 000 €

829 Route de Monerit
26800 – PORTES-LES-VALENCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS SUR LES APPORTS DE TITRES FB2i ET DV2F EFFECTUES PAR MONSIEUR VINCENT RIMET A LA SOCIETE ABC INVEST

Le Mercure
94, rue Servient
69003 Lyon

Tél. 04 72 83 94 83
contact@bm-associes.com
www.bm-associes.com

Société d'Expertise Comptable inscrite à l'Ordre des Experts-Comptables de Lyon Rhône-Alpes
Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon

Société par Actions Simplifiée au capital de 40 000 euros
429 320 922 RCS LYON / Code APE 6920 Z

ABC INVEST
Société par Actions Simplifiée au capital de 2 000 €
829, Route de Monerit
26800 PORTES-LES-VALENCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS SUR LES APPORTS EFFECTUÉS par Monsieur Vincent RIMET à la société ABC INVEST

Madame, Messieurs les actionnaires de la société ABC INVEST,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision collective des associés en date du 12 décembre 2017 concernant les apports en nature devant être effectués par Monsieur Vincent RIMET au profit de la société ABC INVEST, nous avons établi le présent rapport prévu à l'article L. 225-147-10 du Code de Commerce.

Les apports envisagés sont décrits dans le contrat d'apport signé le 7 septembre 2018 par la personne physique apporteuse concernée. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée.

À cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du présent rapport, il ne nous appartient pas de le mettre à jour pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Nous vous prions de trouver ci-après nos constatations et conclusions présentées dans l'ordre suivant :

1/ PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS 2

2 DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS 7

3 CONCLUSION 9

1/ PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

1.1 Contexte de l'opération

Le présent apport de titres envisagé par Monsieur Vincent RIMET à la société ABC INVEST vise à réorganiser la détention du capital des sociétés concernées en transférant la propriété des titres à une société holding.

1.2 Présentation des parties et intérêts en présence

1.2.1 Personne physique apporteuse

Monsieur Vincent RIMET, né le 3 juin 1967 à Bourg-de-Péage et demeurant 829 route de Monerit à Portes-lès-Valence, apportera à la société ABC INVEST SAS les titres qu'il détient dans les sociétés FB2i et DV2F.

1.2.2 Société bénéficiaire des apports

La société ABC INVEST, bénéficiaire des apports en nature, est une Société par Actions Simplifiée au capital social de 2 000 €, réparti en 200 actions de valeur nominale de 10 € détenues par les associés suivants :

Associés	Nombre d'actions détenues	% de détention
Monsieur Vincent RIMET	120	60 %
Madame Cécile RIMET	40	20 %
Monsieur Benoît RIMET	20	10 %
Madame Camille RIMET	20	10 %
TOTAL	200	100 %

Son siège social est situé 829, route de Monerit à Portes-lès-Valence.

Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Romans sous le n° 817 581 333.

La société ABC INVEST a pour objet en France et à l'étranger :

- *« toutes prestations de services aux entreprises et particulièrement l'accompagnement, le conseil, la formation, l'assistance en organisation, gestion, commerce et prise de participation ;*
- *toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :*
  - *la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;*

- *la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités ;*
- *la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;*

▪ *toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet ».*

Elle est représentée par son Président, Monsieur Vincent RIMET.

Son exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre de chaque année.

La société ABC INVEST ne fait pas publiquement appel à l'épargne et n'a pas émis de certificats d'investissement ou autres valeurs mobilières composées.

L'opération projetée entre donc dans le cadre de son objet social.

1.2.3 Sociétés dont les titres sont apportés

1.2.3.1 FB2i SAS

La société FB2i est une Société par Actions Simplifiée au capital social de 10 000 € divisé en 10 000 actions d'une valeur nominale de 1 € dont 1 500 actions sont détenues par Monsieur Vincent RIMET et font l'objet du présent rapport.

Son siège social est situé 50, impasse de la Minoterie à MONTBOUCHER-SUR-JABRON (26740).

Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Romans sous le n° 791 023 732.

La société FB2i a pour objet « *la gestion des participations financières qu'elle possède dans diverses sociétés. Indépendamment de ce rôle financier, elle peut déployer une action de direction et/ou de gestion au sein des sociétés dans le capital desquelles elle détient une participation. Elle peut aussi intervenir dans différents domaines nécessaires au bon fonctionnement du Groupe dans l'optique d'investissements du groupe,* [dans] *l'appréciation des résultats obtenus par les sociétés opérationnelles au sein du groupe,* [dans] *les opérations de fusion et/ou d'échange de participations* [et dans] *la décentralisation des responsabilités* ».

La société est dirigée par son Président, Monsieur Frédéric BAGNOL.

Son exercice social commence le 1er janvier pour se terminer au 31 décembre de chaque année.

Les comptes annuels de la société sont certifiés sans réserve par son commissaire aux comptes, le cabinet CFR.

1.2.3.2 DV2F SARL

La société DV2F est une Société à Responsabilité Limitée au capital social de 6 000 € divisé en 600 parts sociales d'une valeur nominale de 10 € chacune réparties entre les associés suivants :

- Monsieur Frédéric BAGNOL 200 parts sociales
- Monsieur Vincent RIMET 200 parts sociales
- Monsieur Dominique CLAUZIER 200 parts sociales

Son siège social est situé 3, rue Charles Cros à VALENCE (26000).

Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Romans sous le n° 528 476 575.

La société DV2F a pour objet social :

- *« toutes prestations de services aux entreprises et particulièrement l'accompagnement, le conseil, la formation, l'assistance en organisation, gestion commerce et prise de participation ;*
- *la mise en contact et le rapprochement des entités économiques et des compétences ;*
- *la prise de participations dans le capital de toutes sociétés, toutes opérations et actes de gestion entrant dans le cadre et les prérogatives d'une société, l'aide et le soutien financier sous quelque forme que ce soit, la gestion financière, commerciale et administrative de toutes entités juridiques détenues, en tout ou partie, prestations de services aux entreprises et notamment dans le management ».*

La société est dirigée par son gérant, Monsieur Vincent RIMET.

Son exercice social commence le 1er janvier pour se terminer au 31 décembre de chaque année.

La société n'a pas de commissaire aux comptes.

1.3 Description de l'opération

Les modalités de réalisation des apports sont exposées dans le projet de contrat d'apport de titres. Elles peuvent se résumer comme suit.

1.3.1 Caractéristiques essentielles des apports

Monsieur Vincent RIMET apporte à la société ABC INVEST les biens suivants :

- la pleine propriété de 1 500 actions de 1 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées, qu'il détient dans le capital de la société FB2i, évaluée à 191 862 €,
- la pleine propriété de 200 parts sociales de 10 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées, qu'il détient dans le capital de la société DV2F, évaluée à 135 953 €,

soit un apport global de 327 815 €.

La société ABC INVEST sera propriétaire des 1 500 actions de la société FB2i et des 200 parts sociales de la société DV2F apportées, à compter du jour de la réalisation définitive de l'augmentation de capital réalisée en rémunération de ces apports.

1.3.2 Conditions suspensives

Les apports sont soumis aux conditions suspensives suivantes :

- autorisation desdits apports et agrément de la société bénéficiaire des apports en qualité de nouvel associé des sociétés FB2i et DV2F par la collectivité des associés desdites sociétés ;
- approbation desdits apports par la société bénéficiaire des apports et réalisation définitive de l'augmentation de capital correspondant à la rémunération dudit apport.

La réalisation de ces conditions suspensives devra intervenir au plus tard le 28 février 2019.

1.3.3 Rémunération des apports

En rémunération des apports décrits et évalués à la somme de 327 815 € et comme prévu dans le contrat d'apport, il sera créé et remis à Monsieur Vincent RIMET 200 actions nouvelles de la société ABC INVEST en pleine propriété, d'une valeur nominale de 10 € chacune, à créer par la société bénéficiaire.

Ainsi et à l'issue des apports, la répartition du capital social de la société ABC INVEST sera la suivante :

Associés	Avant opération d'apports		Après opération d'apports	
	Nombre d'actions détenues	% détention	Nombre d'actions détenues	% de détention
Monsieur Vincent RIMET	120	60 %	320	80 %
Madame Cécile RIMET	40	20 %	40	10 %
Monsieur Benoît RIMET	20	10 %	20	5 %
Madame Camille RIMET	20	10 %	20	5 %
TOTAL	200	100 %	400	100 %

Il en ressort ainsi une « dilution réduite » des associés minoritaires à l'issue des opérations d'apports de titres.

La différence entre la valeur globale de l'ensemble des titres apportés (327 815 €) et la valeur nominale des actions nouvelles (2 000 €), soit 325 815 €, sera inscrite en compte « prime d'apport ».

Les actions nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la réalisation définitive de l'augmentation de capital de la société ABC INVEST.

1.3.4 Avantages particuliers stipulés

Aucun avantage particulier n'est octroyé dans le cadre des apports.

1.4 Présentation des apports

1.4.1 Méthode d'évaluation retenue

Les apports n'impliquent pas des sociétés sous contrôle commun au sens du règlement CRC n° 2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées. Dès lors, ils seront réalisés à la valeur réelle déterminée par les parties sur la base des capitaux propres de chaque société concernée arrêtés au 31 décembre 2017, étant observé qu'il s'agit là d'une valeur de convenance acceptée par chacune des parties.

1.4.2 Description des apports

Les titres des sociétés FB2i et DV2F dont l'apport est envisagé à la société ABC INVEST ont été évalués à une valeur totale de 327 815 € :

- 1 500 actions de la société FB2i évaluées à 191 862 €
- 200 parts sociales de la société DV2F évaluées à 135 953 €

2 DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

2.1 Diligences mises en œuvre par le commissaire aux apports

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

Notre mission a pour objet d'éclairer les actionnaires de la société ABC INVEST sur la valeur des apports devant être effectués par Monsieur Vincent RIMET.

Nous avons notamment :

- pris connaissance du contexte de l'opération, des modalités comptables, juridiques et fiscales envisagées, en marge de l'examen du contenu du projet de contrat d'apport ;
- vérifié la pleine propriété des titres apportés en nous faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant ;
- consulté les documents juridiques et financiers mis à notre disposition concernant la vie sociale des sociétés concernées par les apports ;
- vérifié que les états financiers de la société FB2i ont été certifiés sans réserve 31 décembre 2017, date de clôture du dernier exercice social, étant rappelé que la société DV2F n'a pas de commissaire aux comptes.
- examiné l'approche d'évaluation retenue par les parties ;
- complété l'approche d'évaluation retenue par les parties par des analyses de valeur s selon d'autres méthodes de valorisation.

Enfin, nous avons obtenu une lettre d'affirmation de la part des dirigeants des sociétés FB2i et DV2F nous confirmant l'absence, à la date du présent rapport, d'événements pouvant grever la consistance des capitaux propres en date du 31 décembre 2017.

2.2 Appréciation de la méthode de valorisation des apports

Les apports de titres envisagés sont effectués par une personne physique.

Aux termes du contrat d'apport, les parties ont convenu de retenir la valeur réelle estimée des actions FB2i et des parts sociales DV2F sur la base des comptes au 31 décembre 2017 en tant que valeur d'apport.

Le choix de cette méthode de valorisation est conforme aux dispositions du règlement CRC n° 2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées et n'appelle, en conséquence, pas d'observation de notre part.

2.3 Réalité des apports

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assurés de la pleine propriété par Monsieur Vincent RIMET des actions et parts sociales objets des présents apports.

2.4 Appréciation de la valeur des apports

2.4.1 Nature des apports et caractéristiques de l'appréciation

Les apports portent sur les actions et parts sociales des sociétés suivantes :

- 1 500 actions de la société FB2i représentant 15 % du capital social et des droits de vote de la société,
- 200 parts sociales de la société DV2F représentant 33,33 % du capital et des droits de vote de la société.

2.4.2 Détermination de la valeur des apports par les parties

La valeur d'apport a été déterminée par les parties en considérant la valeur des capitaux propres de chaque société à la clôture des comptes au 31 décembre 2017.

2.4.3 Valorisation des sociétés FB2I et DV2F

Pour apprécier la valeur des apports, nous avons mis en œuvre plusieurs approches de valorisation se basant notamment sur les performances économiques et financières des sociétés concernées par les apports.

Les valorisations ressortant de ces approches ne remettent pas en cause les valeurs retenues.

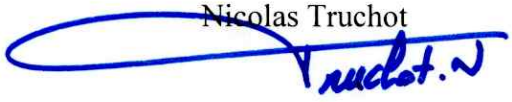
3 CONCLUSION

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur des apports retenue s'élevant à 327 815 € n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire des apports en nature, majoré de la prime d'émission.

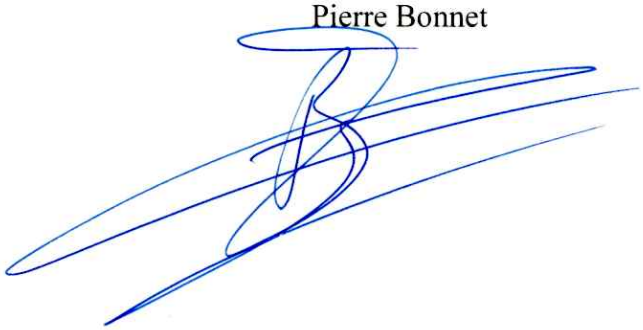
Fait à Lyon, le 13 novembre 2018

B M A
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon

Nicolas Truchot



Pierre Bonnet



GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE ROMANS SUR ISERE

A2019/001515

771378

Dénomination : **ABC INVEST**

Adresse : **829 Route de Monerit 26800 PORTES-LES-VALENCE**

N° de gestion : **2016B00033**

N° d'identification : **817581333**

N° de dépôt : **A2019/001515**

Date du dépôt : **28/03/2019**

Pièce : Contrat d'apport du 07/08/2018 CONTAPPORT

TRIBUNAL DE COMMERCE DE ROMANS (DROME)

771378

CONTRAT D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Vincent RIMET, demeurant à PORTES-LES-VALENCE (26800) – 829, route de Monerit, né le 3 juin 1967 à BOURG-DE-PEAGE (26), de nationalité française, époux de Madame Cécile BARDET, née le 15 décembre 1966 à VALENCE –(26), avec laquelle il est marié sous le régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître Emile FRANCON, notaire, le 29 mai 1989, préalablement à leur union célébrée à la Mairie de PORTES-LES-VALENCE le 24 juin 1989, lequel régime n'a pas été modifié depuis,

Ci-après dénommé l'« **Apporteur** »,
D'une part,

ET

La société ABC INVEST, société par actions simplifiée au capital de 2 000 euros, dont le siège est à PORTES-LES-VALENCE (26800) – 829, route de Monerit, immatriculation au registre du commerce et des sociétés de ROMANS sous le numéro 817 581 333, représentée par Monsieur Vincent RIMET en qualité de Président,

Ci-après indifféremment dénommée la « **Société bénéficiaire** » ou la « **Société ABC INVEST** »,
D'autre part,

Les soussignés étant ci-après désignés ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

I/ Il existe une société dénommée **« FB2i »**, société par actions simplifiée dont le siège social est situé à MONTBOUCHER-SUR-JABRON (26740) – La Minoterie – Quartier Gondilhac, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de ROMANS sous le numéro 791 023 732 (ci-après la « **Société FB2i** »).

Son capital social est fixé à 10 000 euros. Il est divisé en 10 000 actions, intégralement libérées, de 1 euro chacune, toutes e même rang, réparties comme suit entre les associés :

▪ à Monsieur Frédéric BAGNOL, à concurrence de	5 500 actions
▪ à Monsieur Dominique CLAUZIER, à concurrence de	1 500 actions
▪ à Monsieur Vincent RIMET, à concurrence de	1 500 actions
▪ à Monsieur Joseph ARAKEL, à concurrence de	500 actions
▪ à la société FRANPIO INVEST, à concurrence de	1 000 actions
Total des actions formant le capital social	10 000 actions

II/ Il existe une société dénommée **« DV2F »**, société à responsabilité imitée au capital de 6 000 euros, dont le siège social est situé à VALENCE (26000) – 3, rue Charles Cros – Plateau de Lautagne, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de ROMANS sous le numéro 528 476 575 (ci-après la « **Société DV2F** »).

VR

Son capital social est fixé à 6 000 euros. Il est divisé en 600 parts sociales, intégralement libérées, de 10 euros chacune, numérotées de 1 à 600, toutes de même rang, réparties comme suit entre les associés :

▪ à Monsieur Frédéric BAGNOL, à concurrence de	200 parts sociales
▪ à Monsieur Dominique CLAUZIER, à concurrence de	200 parts sociales
▪ à Monsieur Vincent RIMET, à concurrence de	200 parts sociales
Total des parts sociales formant le capital social	600 parts sociales

CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - APPORTS

Monsieur Vincent RIMET apporte à la Société ABC INVEST, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, ce qui est accepté par ladite société, les biens ci-après désignés :

(i) La pleine propriété de MILLE CINQ CENT (1 500) actions, d'UN EURO (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées, qu'il détient dans le capital social de la Société FB2i ; évaluées à CENT QUATRE-VINGT-ONZE MILLE HUIT CENT SOIXANTE-DEUX EUROS (191 862 €) ;

(ii) La pleine propriété de DEUX CENT (200) parts sociales, de DIX EUROS (10 €) de valeur nominale chacune, numérotées de 401 à 600, entièrement libérées, qu'il détient dans le capital social de la Société DV2F ; évaluées à CENT TRENTE-CINQ MILLE NEUF CENT CINQUANTE-TROIS EUROS (135 953 €) ;

Soit un apport global de TROIS CENT VINGT-SEPT MILLE HUIT CENT QUINZE EUROS (327 815 €).

ARTICLE 2 - ORIGINE DE PROPRIETE

Monsieur Vincent RIMET est propriétaire :

(i) Des 1 500 actions de la Société FB2i en contrepartie de son apport en numéraire effectué lors de la constitution de la Société FB2i le 28 janvier 2013 ;

(ii) Des 200 parts sociales de la Société DV2F, numérotées de 401 à 600, en contrepartie de son apport en numéraire effectué lors de la constitution de la Société DV2F le 2 novembre 2010 ;

ARTICLE 3 - PROPRIETE - JOUISSANCE

La Société ABC INVEST sera propriétaire des 1 500 actions de la Société FB2i et des 200 parts sociales de la Société DV2F apportées à compter du jour de la réalisation définitive de l'augmentation de capital ci-après prévue.

Elle en aura la jouissance à compter du même jour, par la perception de tout dividende qui serait mis en distribution à compter de la même date.

A cet effet, la société ABC INVEST sera subrogée dans tous les droits et obligations de l'Apporteur relativement aux 1 500 actions de la Société FB2i et aux 200 parts sociales de la Société DV2F apportées.

VR

ARTICLE 4 - REMUNERATION DE L'APPORT

En rémunération de l'apport ci-dessus décrit et évalué à la somme globale de TROIS CENT VINGT-SEPT MILLE HUIT CENT QUINZE EUROS (327 815 €), il sera créé et remis à Monsieur Vincent RIMET, apporteur en nature, DEUX CENT (200) actions nouvelles de la société ABC INVEST, en pleine propriété, d'une valeur nominale de DIX EUROS (10 €) chacune, entièrement libérées, à créer par la Société bénéficiaire.

Les actions seront émises avec prime d'apport par la Société ABC INVEST à titre d'augmentation de son capital social.

Les actions nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter du jour de réalisation définitive de l'augmentation de capital de la Société ABC INVEST.

La différence entre la valeur globale de l'ensemble des titres apportés (327 815 euros) et la valeur nominale des actions nouvelles émises en rémunération (2 000 euros), soit TROIS CENT VINGT-CINQ MILLE HUIT CENT QUINZE EUROS (325 815 €), sera inscrite au passif du bilan de la Société ABC INVEST, à un compte « *prime d'apport* » sur lequel porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'assemblée générale.

Les titres anciens et les nouveaux titres auront les mêmes droits sur cette prime d'apport.

ARTICLE 5 - DECLARATIONS

L'Apporteur déclare :

- Qu'il n'a jamais été en état de faillite, règlement judiciaire, liquidation des biens, redressement ou liquidation judiciaires, et que son patrimoine n'est menacé d'aucune mesure de confiscation ;

- Que les parts sociales apportées sont sa propriété légitime et n'ont pas fait l'objet d'un transfert en garantie, ne sont gagées en aucune manière au profit de tiers et qu'il en a la libre disposition ;

- Que les Sociétés FB2i et DV2F, dont les titres sont apportés, n'ont jamais été et ne sont pas en état de cessation de paiements, de redressement ou de liquidation judiciaires et ne font l'objet d'aucune procédure de règlement amiable.

ARTICLE 6 - CONDITIONS SUSPENSIVES

L'apport qui précède est soumis aux conditions suspensives suivantes :

- Autorisation dudit apport et agrément de la Société Bénéficiaire en qualité de nouvel associé des sociétés FB2i et DV2F par la collectivité des associés desdites sociétés ;

- Agrément et approbation dudit apport par la collectivité des associés de la Société Bénéficiaire et réalisation définitive de l'augmentation de capital correspondant à la rémunération dudit apport ;

- Établissement d'un rapport par un Commissaire aux apports comportant appréciation de la valeur dudit apport et des avantages particuliers éventuels.

La réalisation de cette condition suspensive devra intervenir au plus tard le 28 février 2019. A défaut, le présent acte sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

VR

ARTICLE 7 - DECLARATIONS FISCALES

Au regard du régime d'imposition des plus-values privées résultant de l'échange de titres, les Parties déclarent que les opérations d'apport peuvent bénéficier du report d'imposition des plus-values réalisées en cas d'apports de titres au profit d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés contrôlée par l'Apporteur, tel que prévu aux articles 150-O B ter du CGI.

Par conséquent, l'imposition des plus-values nées de l'échange des titres apportés contre les titres reçus est reportée au moment de la cession éventuelle des titres reçus en rémunération de l'apport.

Les plus-values seront calculées et imposées par rapport à la valeur originelle des titres apportés à l'échange.

Ce report d'imposition prendra également fin en cas de cession à titre onéreux, de rachat, de remboursement ou d'annulation des titres apportés à la Société bénéficiaire dans un délai de trois (3) ans à compter de l'apport, sauf réinvestissement du produit de la cession dans les conditions prévues par la loi.

L'Apporteur se déclare parfaitement informés des dispositions de l'article 150-O b ter du Code général des impôts relatif au report d'imposition ainsi que des obligations déclaratives en découlant.

Il reconnaît avoir été informés par le rédacteur des présentes des sanctions encourues en cas de non-respect de leurs obligations déclaratives.

ARTICLE 8 - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge de la Société Bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

ARTICLE 9 - AFFIRMATION DE SINCERITE

Les Parties affirment sous les peines édictées par la loi que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

ARTICLE 10 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les Parties font élection de domicile à leur adresse et siège social respectif indiqués en tête des présentes.

ARTICLE 11 - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont conférés aux porteurs d'originaux, de copies ou d'extraits certifiés conformes des présentes, et de toutes pièces, constatant la réalisation définitive des apports pour l'accomplissement des formalités légales prescrites.

Fait à VALENCE,
Le 7 septembre 2018,
En cinq (5) exemplaires.

L'Apporteur
Monsieur Vincent RIMET

La Société bénéficiaire
La société ABC INVEST
Représentée par Monsieur Vincent RIMET

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE ROMANS SUR ISERE

A2019/001515

771377

Dénomination : **ABC INVEST**

Adresse : **829 Route de Monerit 26800 PORTES-LES-VALENCE**

N° de gestion : **2016B00033**

N° d'identification : **817581333**

N° de dépôt : **A2019/001515**

Date du dépôt : **28/03/2019**

Pièce : Statuts mis à jour du 26/11/2018 STMJ

TRIBUNAL DE COMMERCE DE ROMANS (DROME)

771377

ABC INVEST

Société par actions simplifiée au capital de 4000 euros
Siège social : 829 route de Monerit
PORTES-LES-VALENCE (26800)
817 581 333 RCS ROMANS

STATUTS

CERTIFIÉ CONFORME
PAR LE
REPRÉSENTANT
LÉGAL

Statuts mis à jour par décisions du 26.11.2018

STATUTS

Les soussignés :

Pour satisfaire aux dispositions de l'article R 224-2 du Code de commerce, il est précisé que les présents statuts ont été signés par :

Monsieur Vincent RIMET
Demeurant 829 Route de Monerit - 26800 PORTES LES VALENCE Né
le 03/06/1967 à Bourg de Péage (26) de nationalité Française
Marié à Cécile BARDET, née le 15/12/1966 à Valence, sous le régime de la séparation des biens, suivant contrat de mariage en date à Valence le 29/05/1989 en l'étude de Maitre Emile FRANCON, mariage célébré le 24/06/1989 à Portes les Valence.

Madame Cécile RIMET née BARDET
Demeurant 829 Route de Monerit - 26800 PORTES LES VALENCE Née
le 15/12/1966 à VALENCE (26) de nationalité Française
Mariée à Vincent RIMET, né le 03/06/1967 à Bourg de Péage, sous le régime de la séparation des biens, suivant contrat de mariage en date à Valence le 29/05/1989 en l'étude de Maitre Emile FRANCON, mariage célébré le 24/06/1989 à Portes les Valence.

Monsieur Benoît RIMET
Demeurant 829 Route de Monerit - 26800 PORTES LES VALENCE Né
le 22/12/1992 à Romans (26) de nationalité Française Célibataire

Madame Camille RIMET
Demeurant 829 Route de Monerit - 26800 PORTES LES VALENCE Née
le 04/06/1997 à Romans (26) de nationalité Française Célibataire

LES SOUSSIGNES ONT ETABLI AINSI QU'IL SUIT LES STATUTS DE LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE QU'ILS SONT CONVENUS DE CONSTITUER.

TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIFGE SOCIAL - DUREE - EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1 – Forme

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 2 – Objet

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

• Toutes prestations de services aux entreprises et particulièrement l'accompagnement, le conseil, la formation, l'assistance en organisation, gestion, commerce et prise de participation
• Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :
- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités ;
- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.
• Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 3 – Dénomination

La dénomination de la Société est : « ABC INVEST »

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S » et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé : 829, Route de Monerit - 26800 PORTES LES VALENCE.

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision devra être ratifiée par la plus proche décision collective des associés.

ARTICLE 5 – Durée

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée.
Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.
Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

ARTICLE 6 - Exercice social

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.
Le premier exercice social sera clos le 31/12/2016.

TITRE II - APPORTS - CAPITAL-SOCIAL

ARTICLE 7-Apports
Apport en numéraire

- Monsieur Vincent RIMET

la somme en numéraire de mille deux cent euros (1200 €), ci.....1 200 €

- Madame Cécile RIMET

la somme en numéraire de quatre cent euros (400 €), ci..... 400 €

- Monsieur Benoit RIMET

la somme en numéraire de deux cent euros (200 €), ci..... 200 €

Madame Camille RIMET

la somme en numéraire de deux cent euros (200 €), ci..... 200 €

Soit au total la somme en numéraire de deux mille euros..... 2 000 €

Ladite somme correspondant à la souscription et à la libération intégrale de deux cent actions de dix euros chacune, ainsi que l'atteste le Certificat du dépositaire établi par la banque LCL, agence Avenue Victor Hugo - 26000 VALENCE.

Cette somme de deux mille euros a été déposée à ladite banque pour le compte de la Société en formation.

Aux termes d'une délibération de l'assemblé générale extraordinaire en date du 26 novembre 2018, le capital social a été augmenté d'une somme de DEUX MILLE EUROS (2 000 €) par voie d'apport effectués en nature et évalués à la somme globale de 327 815 euros aux termes d'un contrat d'apport en date à VALENCE du 7 septembre 2018. En contrepartie de cet apport, il a été attribué à l'apporteur 200 actions nouvelles, en pleine propriété, de 10 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, émises à titre d'augmentation de capital.

ARTICLE 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE MILLE EUROS (4 000 €).
Il est divisé en QUATRE CENT (400) actions de DIX EUROS (10 €) chacune, toutes de même rang et intégralement libérées. »

ARTICLE 9 - Modification du capital social

1° Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.
Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi. Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.
Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.
Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.
2° Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.
3° En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.
4° Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

ARTICLE 10 - Comptes courants d'associés

La Société peut recevoir de ses associés des fonds en dépôt, sous forme d'avances en compte courant.
Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait sont déterminées d'un commun accord entre l'associé intéressé et Le Président.

TITRE III – ACTIONS

ARTICLE 11 - Indivisibilité des actions – Usufruit

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.
Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2- Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition.
Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales.

ARTICLE 12- Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2 - Les actionnaires ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

3 - Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

4- Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

5 - Les actions ayant une valeur nominale inférieure ou égale à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat peuvent être regroupées. Ces regroupements sont décidés par les assemblées générales d'associés dans les conditions prévues pour la modification des statuts et selon les dispositions réglementaires.
Ils comportent l'obligation, pour les associés, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement.
Si le ou les associés ayant pris cet engagement et ne le remplissent pas, les opérations de regroupement peuvent être annulées à la demande de tout intéressé. Dans ce cas, les achats et les ventes de rompus peuvent être annulés à la demande des associés qui y ont procédé ou de leurs ayants cause, à l'exception des associés défaillants, sans préjudice de tous dommages-intérêts s'il y a lieu.
La valeur nominale des actions regroupées ne peut être supérieure à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat.
Pour faciliter ces opérations, la Société doit, avant la décision de l'assemblée générale, obtenir d'un ou de plusieurs associés l'engagement de servir pendant un délai de deux ans, au prix fixé par l'assemblée, la contrepartie tant à l'achat qu'à la vente des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre de titres appartenant à chacun des associés intéressés.
A l'expiration du délai fixé par le décret, les actions non présentées en vue de leur regroupement perdent leur droit de vote et leur droit au dividende est suspendu. Les dividendes dont le paiement a été suspendu sont, en cas de regroupement ultérieur, versés aux propriétaires des actions anciennes dans la mesure où ils n'ont pas été atteints par la prescription.

Lorsque les propriétaires de titres n'ont pas la libre administration de leurs biens, la demande d'échange des anciens titres et les achats ou cessions de rompus nécessaires pour réaliser le regroupement sont assimilés à des actes de simple administration, sauf si les nouveaux titres sont demandés sous la forme au porteur en échange de titres nominatifs.
Les titres nouveaux présentent les mêmes caractéristiques et confèrent de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité les mêmes droits réels ou de créance que les titres anciens qu'ils remplacent.
Les droits réels et les nantissements sont reportés de plein droit sur les titres nouveaux attribués en remplacement des titres anciens qui en sont grevés.

6 - Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la Société, avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respective, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

ARTICLE 13 - Forme des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières émises par la société sont obligatoirement nominatives.
Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.
Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 14 - Libération des actions

1-Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par l'organe dirigeant en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.
Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par l'organe dirigeant, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE IV - CFSSION - TRANSMISSION - LOCATION D'ACTIONS

ARTICLE 15 - Définitions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci- après :
a) Cession : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en Société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.
b) Action ou Valeur mobilière : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

c) Opération de reclassement signifie toute opération de reclassement simple des actions de la Société intervenant à l'intérieur de chacun des groupes d'associés, constitué par chaque Société associée et les sociétés ou entités qu'elle contrôle directement ou indirectement au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

ARTICLE 16 - Transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 17 - Agrément des cessions

1. Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

3. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les "Nombre jours" jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois ; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 18 - Modifications dans le contrôle d'un associé

1. En cas de modification au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dans un délai de 15 jours du changement de contrôle. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôlaires.

Si cette procédure n'est pas respectée, la Société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article "Exclusion d'un associé".

2. Dans le délai de 30 jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en oeuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la Société associée dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article "Exclusion d'un associé". Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la Société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

ARTICLE 19 - Restrictions à la libre transmission des actions

Les associés s'interdisent formellement, sous peine d'exclusion de la Société et de nullité des cessions intervenues en violation des stipulations du présent article, de céder ou transmettre, sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit, tout ou partie des actions qu'ils détiennent et viendraient à détenir dans la Société, à toute personne physique ou morale, exploitant des activités concurrentes de celles de la Société, ou à une personne physique ou morale, cliente ou fournisseur de la Société et susceptible de mettre en péril les intérêts, les activités ou la situation de la Société.

ARTICLE 20 - Décès d'un associé

En cas de décès d'un associé, et compte tenu de l'intuitu personae qui caractérise la Société et le regroupement de ses associés en fonction de leurs compétences propres, les actions de l'associé décédé devront donc être acquises, si ses héritiers ne sont pas agréés dans les conditions prévues par les présents statuts, par les autres associés ou toute personne physique et/ou morale qu'ils se substitueraient totalement et/ou partiellement, sous réserve du respect de la procédure d'agrément stipulée aux présents statuts, au prorata de leur participation dans le capital ou par la Société qui devra ensuite les annuler en réduisant son capital social, dans un délai maximum de 3 mois, à compter du décès.
Le prix de rachat sera déterminé par accord entre les parties.
A défaut d'accord entre les parties sur le prix de rachat, celui-ci sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 21 - Droit de sortie conjointe

Dans l'hypothèse où l'un des associés envisagerait de céder tout ou partie de sa participation dans la Société à un tiers, ayant pour effet de réduire sa participation à moins de 20 % du capital social et des droits de vote, et sous réserve des stipulations des présents statuts relatives aux droits de préemption des associés, l'associé Cédant s'engage à permettre aux autres associés, si ces derniers le souhaitent, de céder également et aux mêmes conditions leur propre participation dans la Société, ce dont l'associé Cédant se portera solidairement garant.
A cet effet, tout projet de cession devra être notifié par l'associé Cédant aux autres associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, 30 jours au moins avant la réalisation de l'opération projetée, afin de leur permettre, le cas échéant, d'exercer la faculté de sortie conjointe qui lui est conférée aux termes du présent article.
Cette notification devra préciser la nature de l'opération projetée, le nombre de titres concernés, leur prix (ou leur valeur), les conditions de paiement, l'identité et les coordonnées du Cessionnaire, ainsi que toute autre condition ou modalité importante de la transaction.
Sont visés par la présente clause, les titres de participation dans la Société, détenus à ce jour par les associés, mais également tous ceux qu'ils viendraient à détenir ultérieurement, par tout moyen et notamment par voie de souscription, attribution gratuite ou autrement.

Sont également visés les droits de souscription ou d'attribution attachés aux titres de participation de la Société ainsi que tout autre titre ou valeur mobilière donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital et/ou aux droits de vote de la Société et que les associés détiennent ou viendraient à détenir.
Le terme cession ou mutation s'entend, quant à lui, de toute opération à titre gratuit ou onéreux entraînant un transfert des titres de participations détenus par les associés dans la Société, tels que définis ci-dessus, en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit.
Les associés (autres que le Cédant) disposeront alors d'un délai de 30 jours, à compter de la réception de cette notification pour faire savoir, par écrit, à l'associé Cédant, s'ils entendent faire usage de la faculté de sortie conjointe.
A défaut, ils seront réputés avoir définitivement renoncé à l'exercice de cette faculté pour l'opération considérée.
En cas d'exercice de cette faculté par les autres associés, l'associé Cédant ne pourra céder sa propre participation ou réaliser l'opération projetée qu'après que les autres associés ayant souhaité user de la faculté de sortie conjointe qui leur est conférée aux termes du présent article, aient été mis en mesure d'accepter et d'exercer ces droits.
En cas d'exercice de la faculté de sortie conjointe par les associés autres que le Cédant, le prix de cession et les conditions de paiement seront identiques à celui et celles proposés dans la transaction principale.
Au cas où l'un des associés envisagerait de céder 10 % au moins des actions qu'il détient dans la Société à un tiers, celui-ci s'engage à permettre également aux autres associés, si ces derniers le souhaitent, de céder le même pourcentage de leurs propres titres, selon la même procédure et aux mêmes conditions. Le projet de cession devra être notifié aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, "Nombre" jours au moins avant la date prévue pour la réalisation de la cession afin de leur permettre, le cas échéant, d'user de la faculté de sortie qui leur est conférée.
Les associés disposeront d'un délai de 30 jours, à compter de la réception de la notification prévue au paragraphe précédent, pour faire connaître leurs intentions et préciser s'ils entendent se retirer de la Société en usant de la faculté de sortie conjointe qui leur est ainsi conférée à défaut, ils seront réputés avoir définitivement renoncé à l'exercice de cette faculté pour l'opération considérée.
En cas d'exercice de cette faculté, l'associé cédant ne pourra céder sa propre participation ou réaliser l'opération projetée que si le ou les associés décidant utiliser cette faculté de sortie conjointe ont été mis en mesure d'exercer les droits en résultant.
L'absence d'exercice de la faculté de sortie conjointe proportionnelle, pour une opération de cession déterminée, ne pourrait priver les associés de la possibilité d'exercer cette faculté à l'occasion d'un nouveau projet de cession.
En cas d'exercice de la faculté de sortie conjointe proportionnelle, le prix de cession et les conditions de paiement seront identiques à celui et celles proposés, dans la transaction principale, pour des actions de même nature que celles faisant l'objet de l'opération projetée ou seront le prix et les conditions de paiement convenus d'un commun accord pour des actions d'une autre nature.
A défaut d'accord entre les parties sur le prix de cession, celui-ci sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. L'expert désigné devra procéder à la fixation définitive du prix de cession dans un délai maximum de 30 jours à compter de sa désignation. Sa décision sera définitive et liera les parties. Le rachat devra être effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la notification adressée par les associés souhaitant bénéficier de la sortie conjointe proportionnelle, ou, en cas de recours à une expertise en vue de la détermination du prix de rachat, à compter de la fixation définitive du prix.

ARTICLE 22 - Exclusion d'un associé

Exclusion de plein droit

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

Exclusion facultative

Cas d'exclusion

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;

Modalités de la décision d'exclusion

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de la majorité.

Prise d'effet de la décision d'exclusion La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé.

Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application de la clause d'agrément prévue aux présents statuts. La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président. Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu. La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 25 jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci- dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 23 - Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles "Agrément des cessions", "Modifications dans le contrôle d'un associé" des présents statuts sont nulles. Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

ARTICLE 24 - Location d'actions

La location des actions est interdite.

TITRE V - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 25 - Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société.

Désignation

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée.

Révocation

La révocation du Président ne peut intervenir que pour un motif grave. Elle est prononcée par décision collective unanime des associés autres que le Président. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi, ouvrira droit à une indemnisation du Président.

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 75 % du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- exclusion du Président associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des associés.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés. Toutefois à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Président ne pourra prendre les décisions suivantes qu'après autorisation préalable de la collectivité des associés :

- Investissements supérieurs à 100 000 euros ;
- Acquisition (ou cession) d'un fonds de commerce (ou d'éléments du fonds de commerce) ;
- Prise (ou mise) en location-gérance d'un fonds de commerce ;
- Acquisition et cession de participations ;
- Octroi de garanties sur l'actif social ;
- Abandon de créances.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le Président n'a pas la qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations, les présents statuts réservant ce pouvoir à l'assemblée générale.

ARTICLE 26 - Directeur Général

Désignation

Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci est obligatoirement représentée par son représentant légal.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un Contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président. Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président.
Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.
En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :
- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son Contrat de travail.
La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article28 des statuts.

Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.
Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.
Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

ARTICLE 27 - Représentation sociale

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L 2323-62 du Code du travail auprès du Président, ou Directeur Général.
Le Comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.
Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le Comité d'entreprise doivent être adressées par un représentant du Comité au Président, ou Directeur Général.
Ces demandes qui sont accompagnées du texte des projets de résolutions peuvent être envoyées par tous moyens écrits. Elles doivent être reçues au siège social 15 jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés.
Le Président, ou Directeur Général, accuse réception de ces demandes dans les 5 jours de leur réception.

TITRE VI - CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 28 - Conventions entre la Société et ses dirigeants

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes et être approuvée par la collectivité des associés dans les conditions à l'article 30 "Règles d'adoption des décisions collectives" des présents statuts.

Les Commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions conclues avec l'associé unique (ou les associés concernés en cas de pluralité d'associés) au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.
Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 29 - Commissaires aux comptes

La collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.
Lorsque la désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à la collectivité des associés, statuant dans les conditions prévues à l'article 30 "Règles d'adoption des décisions collectives" des présents statuts, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.
En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.
Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE VII - DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 30 - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :
- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du Président ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- Si les statuts prévoient une clause d'agrément : agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote ;
- autorisation des décisions du Président visées à l'article "N°" des présents statuts.

ARTICLE 31 - Règles de majorité

Sauf stipulations spécifiques contraires et expresses des présents statuts, les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.
Sous la même réserve, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :
- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission (art. L 225-130, al. 2 du Code de commerce) ;
- la prorogation de la Société ;
- la dissolution de la Société ;
- la transformation de la Société en Société d'une autre forme ;
- la révocation du Président.

ARTICLE 32 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative "Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.
Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés. Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.
Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.
Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant celle-ci, à zéro heure, heure de Paris.
La Société prendra en considération, tous les transferts de propriété des titres qui pourront intervenir entre la date de réception, par la Société, des procurations et votes à distance et la date requise pour l'inscription en compte des titres. En conséquence, les procurations et votes à distance préalablement émis par l'associé cédant seront modifiés en conséquence ou invalidés.

ARTICLE 33 – Assemblées

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.
Toutefois, tout associé disposant de plus de 10 % du capital peut demander la convocation d'une assemblée.
Selon l'article L 2323-67 du Code du travail, le Comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer rassemblée générale des associés en cas d'urgence.
La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite 15 jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.
Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.
L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.
Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Les règles relatives à la représentation des associés pour les décisions collectives de la Société, et notamment celles concernant les modalités du vote par procuration, le contenu, les mentions obligatoires et les documents et informations joints à toute formule de procuration, sont celles applicables à la représentation des actionnaires aux assemblées dans les SA.
Les associés peuvent également participer à distance aux décisions collectives, au moyen d'un formulaire de vote à distance ou d'un document unique de vote, dans les conditions et selon les modalités prévues pour les SA.
En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret N°2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.
Lors de chaque assemblée, le président de séance pourra choisir d'établir une feuille de présence mentionnant l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de voix dont il dispose, qu'il certifiera après l'avoir fait émargée par les associés présents ou leurs représentants, ou de mentionner l'identité des associés présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions et de voix dont chacun dispose.
Le Président de Séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après.

ARTICLE 34 - Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée et par les associés présents.
Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de Séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.
En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimés dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 35- Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.
Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés 15 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.
Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes, si la Société en est dotée.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

ARTICLE 36 - Droit de communication des associés

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

TITRE VIII - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 37 - Etablissement et approbation des comptes annuels

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.
Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion, et des rapports du ou des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée.
Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe, le rapport du Comité de surveillance et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 38 - Affectation et répartition des résultats

1.Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.
La décision collective des associés fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE IX - LIQUIDATION - DISSOLUTION – CONTESTATIONS

ARTICLE 39 - Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi par décision collective des associés prononçant la dissolution anticipée.
La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.
Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.
Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.
Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.
Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.
Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 40 – Contestations

Conciliation

En vue d'assurer la pérennité de la Société et dans son propre intérêt, les associés ont décidé de prévoir d'ores et déjà par la présente clause, les modalités propres à prévenir, si possible, et en tout état de cause, à résoudre un éventuel conflit grave pouvant survenir entre eux et susceptible de porter atteinte à l'intérêt social.
La présente clause vise donc à organiser un processus de conciliation qui devient un élément déterminant des présents statuts.
C'est pourquoi, en cas de désaccord persistant entraînant l'impossibilité d'adopter une décision collective, les associés feront intervenir un Conciliateur désigné d'un commun accord entre les parties.
Le Conciliateur doit rendre, dans le délai d'un mois à compter de sa nomination, un avis qui est soumis à la ratification d'une décision des associés.
Les honoraires du Conciliateur sont à la charge de la Société, étant précisé cependant que si le Conciliateur a été amené à considérer qu'un des associés était de mauvaise foi, il aurait alors à le notifier à la Société qui pourrait demander à cet Associé de lui rembourser les honoraires déjà versés, ce que les associés reconnaissent et acceptent expressément et irrévocablement.
Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises à l'arbitrage.
A défaut d'accord sur la désignation d'un arbitre unique, chacune des parties devra nommer, dans les quinze jours de la constatation de leur désaccord sur ce choix, un arbitre et notifier cette désignation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception aux autres parties.
Les arbitres ainsi désignés doivent choisir un tiers arbitre.
A défaut d'accord sur cette désignation, dans un délai d'un mois à compter de l'acceptation de leur désignation ; il y sera procédé par voie d'ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.
Les arbitres ainsi désignés statuent comme amiables compositeurs en premier et dernier ressort.
Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au tribunal de commerce du lieu du siège social.

TITRE X - DESIGNATION DES ORGANES SOCIAUX - ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIETE EN FORMATION

ARTICLE 41 - Nomination des dirigeants

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée, est :

Monsieur Vincent RIMET - 829 Route de Monerit - 26800 PORTES LES VALENCE
Né le 03/06/1967 à Bourg de Péage
De nationalité Française

lequel déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

ARTICLE 42 - Nomination des premiers Commissaires aux comptes

Les premiers Commissaires aux comptes seront, pour une durée de six exercices :

- SORGEC AUDIT - 360, Chemin des Traverses - Parc d'activités du Vinobre - 07200 LACHAPELLE sous AUBENAS, en qualité de Commissaire aux comptes titulaire
- SCP GABON FARGIER - Chemin de Coton - 07202 PONT D'AUBENAS, en qualité de Commissaire aux comptes suppléant.

Lesquels interviennent aux présentes à l'effet d'accepter lesdites fonctions, chacun d'eux précisant que les dispositions légales instituant des incompatibilités ou des interdictions de fonctions ne peuvent lui être appliquées.

ARTICLE 43 - Etat des actes accomplis pour le compte de la Société en formation

Un état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société est annexé aux présents statuts. Cet état a été tenu à la disposition des associés dans les délais légaux à l'adresse du siège social.

Statuts mis à jour par décision du 26.11.2018.